DIAL 2835

MEXIQUE - Lutte et résistance dans l'Etat mexicain du Guerrero

mardi 1er novembre 2005, mis en ligne par Dial

Alors que l'attention internationale s'est beaucoup portée sur le Chiapas, dans d'autres Etats du Mexique comme Oaxaca et Guerrero, les organisations sociales, paysannes et indigènes continuent de subir menaces, violence et militarisation. Pauvreté, injustice et impunité sévissent. Il existe cependant nombre d'expériences qui démontrent l'énergie déployée par les communautés pour se réinventer et se régénérer culturellement. Article paru dans SIPAZ, juillet 2005.

Les Etats du Guerrero, de Oaxaca et du Chiapas : triangle des indicateurs de pauvreté.

L'attention nationale et internationale portée au Chiapas et à son conflit armé ont réussi à faire diminuer la violence directe et à exercer une pression sur le gouvernement de l'Etat et le gouvernement fédéral : dans ce contexte, la répression a en effet un coût politique plus élevé. Si cette préoccupation s'est focalisée sur les terres du Chiapas, dans d'autres Etats comme l'Oaxaca et le Guerrero, les organisations sociales, paysannes et indigènes continuent de subir les menaces, la violence et la militarisation, sans qu'il y ait autant de voix pour les dénoncer, laissant ainsi les portes ouvertes à l'impunité.

A Oaxaca et au Guerrero, on peut observer les mêmes causes structurelles qui ont provoqué le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) au Chiapas : l'absence de respect des droits sociaux et économiques fondamentaux comme le logement, l'éducation ou la santé et, conjointement, la discrimination et le racisme forgés durant plusieurs siècles de colonialisme de l'extérieur et de l'intérieur.
Les Etats du Guerrero, du Chiapas et de Oaxaca forment un triangle d'extrême pauvreté selon les indicateurs socio-économiques du Conseil national de la population (CONAPO) en 2000. Un tiers de la population autochtone du Mexique se trouve concentrée dans ces trois Etats. Le binôme « population indigène/marginalisation » reste présent dans les municipalités du Guerrero. 95.9% de la population autochtone du Guerrero n'a pas accès aux services de santé (Institut national indigéniste, Indicateurs socio-économiques des peuples indigènes du Mexique, 2002). Quand au droit à l'éducation, environ la moitié de la population indigène du Guerrero n'est pas allée à l'école.

Le Guerrero de la lutte et de la résistance : hier et aujourd'hui

Au cours des années 1960 et 1970, les terres du Guerrero ont connu les luttes armées révolutionnaires de Genaro Vázquez et Lucio Cabañas. Ces deux mouvements ont surgi face à une situation de pauvreté et d'injustice sociale, et contre un système politique jugé corrompu, source de favoritisme pour ceux qui acceptent « d'entrer dans son jeu » et répressif pour les autres, dominé par le Parti de la révolution institutionnelle (PRI). Par ailleurs, l'union entre les « caciques » et ce parti dominant a créé des groupes de pouvoir fermés que les groupes armés ont tenté d'affronter.

Le gouvernement a répondu à l'apparition de ces « guérrillas » en faisant appel à ses forces de sécurité, pour poursuivre non seulement les dirigeants et les cellules de guérillas, mais aussi tous ceux qui pourraient servir de base sociale à ces groupes armés. Cette seconde catégorie incluait la majorité de la

population paysanne et indigène, et en particulier celle qui cherchait à s'organiser pour améliorer ses conditions de vie.

Détentions arbitraires, disparitions forcées, torture et assassinats remplissent les pages de cette période historique connue comme la « guerre sale » (guerra sucia). A ce jour, des organisations comme l'« Association des membres des familles de détenus, disparus et victimes de violations des droits humains au Mexique » (AFADEM) continuent d'exiger l'éclaircissement de ces faits et se refusent à laisser leurs morts dans l'oubli. Cette association a enregistré plus de 400 cas de personnes disparues dans l'Etat du Guerrero pendant la « guerre sale ».
A cause de ces antécédents historiques de lutte et de résistance, le soulèvement armé de 1994 au Chiapas a signifié pour le Guerrero une augmentation de la militarisation, fait sans précédent depuis l'époque de Lucio Cabañas, ainsi qu'une nouvelle vague de harcèlements pour les dirigeants et les membres des organisations paysannes et indigènes, devant la peur qu'une rébellion armée de dimension comparable à celle du Chiapas puisse avoir lieu au Guerrero.

Le massacre de Aguas Blancas le 28 juin 1995 et celui de El Charco le 7 juin 1998 sont deux exemples de la façon d'agir des forces de répression de l'Etat contre les organisations paysannes et indigènes, sous le prétexte de lutter « contre les groupes armés clandestins ». A Aguas Blancas, 17 membres de l'Organisation paysanne de la Sierra du Sud (OCSS) ont été interceptés et assassinés par des membres de l'armée mexicaine alors qu'ils se rendaient à une manifestation. Lors du premier anniversaire du massacre de Aguas Blancas, en 1996, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), une guérilla qui exige le changement d'un gouvernement « qui exploite et qui oppresse », fait sa première apparition publique (voir le journal El Sur du 28 juin 2005). Par le biais du Manifeste de Aguas Blancas (1996), l'EPR appelle aux armes contre la violence institutionnelle, et encourage la création de groupes d'autodéfense armés ainsi que de tribunaux populaires pour juger les répresseurs du peuple.

A l'aube du 7 juin 1998, dans la communauté d'El Charco, l'armée mexicaine encercle l'école où les représentants de différentes communautés se reposaient, après une réunion de coordination des villages alentour convoquée par l'Organisation indépendante des peuples mixtèques et tlapanèques. Des personnes extérieures à l'organisation participaient également à cette assemblée : Efrén Cortés, pour présenter un projet de développement rural, Ericka Zamora et Ricardo Zavala, avec un projet d'alphabétisation des communautés. Une fois la réunion terminée, trois personnes identifiées comme membres d'un groupe guérillero sont arrivées pour connaître l'opinion des communautés.

Certaines personnes étaient rentrées dans leur foyer, mais les gens qui venaient de loin avaient décidé de passer la nuit dans l'école d'El Charco pour prendre la route le lendemain. A l'aube, l'armée mexicaine massacra 11 personnes (entre autres, Ricardo Zavala), en blessa 5 autres, et en arrêta 21, parmi lesquelles Ericka Zamora et Efrén Cortés, sous l'accusation d'être des commandants de l'EPR. Les détenus furent torturés et inculpés pour rébellion, conspiration, invitation à la rébellion et port d'armes. Efrén fut condamné à six ans et demi de prison et Ericka à huit ans. Ils furent conduits à la prison de haute sécurité de Puente Grande (Etat du Jalisco). Les autres détenus furent condamnés de un à deux ans de prison.

Des ex-prisonniers politiques, membres de la OCSS et d'autres organisations, ont assisté au dernier anniversaire du massacre d'El Charco. La majorité d'entre eux a vécu plusieurs années de torture dans la prison de Puente Grande aux côtés d'Efrén et d'Ericka. Ils nous ont fait part du traitement inhumain qu'on leur faisait subir, des nuits de harcèlement sans pouvoir dormir, la « rééducation » à laquelle ils étaient soumis, les obligeant par exemple à recommencer l'école primaire « pour détruire notre dignité » (témoignage d'un ex-prisonnier politique).
L'histoire démontre que la stratégie de contre-insurrection n'a pas freiné la création de nouveaux groupes guérilleros. Un nouveau groupe armé, le « Commando populaire révolutionnaire - La Patrie est première » est apparu récemment : il a annoncé la condamnation et future exécution des responsables du massacre de Aguas Blancas, et a revendiqué le meurtre d'un ex-secrétaire du gouvernement comme premier pas dans ce sens (La Jornada, 9 juillet 2005).

Le ministère de la défense justifie la militarisation comme faisant partie du combat contre le trafic de drogues et le port illégal d'armes. Le Guerrero est le premier Etat producteur de pavot (matière première pour la fabrication de l'opium). L'Etat fait porter la responsabilité de la culture du pavot aux communautés paysannes et indigènes, et de ce fait les poursuit, sans s'attaquer à la véritable cause du problème : l'extrême pauvreté et la chute des prix des produits agricoles, qui conduit les paysans à cultiver des stupéfiants comme seule façon de s'en sortir.
Des organismes internationaux ont recommandé à l'armée mexicaine de cesser de réaliser ce travail, qui souvent s'accompagne de graves violations des droits humains. Dans ce même sens, la responsable de l'ONU pour les exécutions extra-judiciaires, sommaires et arbitraires a demandé à l'Etat du Mexique de « démilitariser la société, et d'éviter de déléguer aux forces armées le maintien de l'ordre public ou la lutte contre le crime... Que le Mexique initie les réformes nécessaires pour que les tribunaux ordinaires puissent juger toutes les personnes accusées de violations des droits humains, quelle que soit leur profession » (25/11799).

De 1996 à 2004, le Centre de droits humains de la Montaña Tlachinollan a enregistré 68 cas de violations des droits humains de la part de l'armée (y compris violations sexuelles et exécutions sommaires). A ce jour, tous ces cas restent impunis.

De la parole de l'eau à la défense des forêts

La résistance des peuples indigènes et paysans du Guerrero ne passe pas seulement par les armes. Des organisations paysannes et indigènes ont travaillé jour après jour pour défendre leurs droits et construire une nouvelle alternative sociale depuis leurs propres savoirs et valeurs, tels que le sens de la communauté, la solidarité, le respect mutuel, l'humilité, les rites, la capacité de se mettre au service des autres, le dialogue et la réconciliation.

Au début des années 1990 s'est créé le « Conseil du Guerrero 500 ans de résistance indigène, noire et populaire » (CG500ARINP). Cette organisation indigène a joué un rôle phare dans l'organisation des manifestations de contre-célébration des 500 ans de la conquête de l'Amérique par les Espagnols.

Dans la région de la Montaña, l'une des plus critiques de l'Etat en termes de marginalisation, s'est créé en 1994 le Centre des droits humains de la Montaña Tlachinollan A.C. Ses objectifs : le respect des droits humains, compris dans un sens intégral où les droits économiques, sociaux et culturels vont de pair avec les droits civils et politiques. Lors du forum « Notre parole faite chemin » réalisé le 3 et le 4 juin passés, cet organisme ne fêtait pas seulement son 11e anniversaire ; il visait aussi à créer des ponts entre les différents processus des organisations qu'il accompagne.

Les membres de Tlachinollan reconnaissent qu'au cours de ces 11 années d'accompagnement des peuples indiens : « en apprenant leur façon de parler, ils ont appris à être défenseurs des droits humains ». Certainement, ils ont appris à dépasser une vision mono-culturelle de la justice et des droits humains : « dans ces peuples, il existe un enseignement sur comment rendre la justice, en parlant, en se réunissant avec les 'anciens' ; c'est une justice qui parle tlapanèque, mixtèque, une justice quotidienne (...) nous devons laisser de côté l'orgueil de croire que nous détenons l'entière vérité. » (Discours d'ouverture d'Abel Barrera, directeur de Tlachinollan)

L'Organisation indépendante du peuple mixtèque (OIPM) et l'Organisation du peuple indigène tlapanèque (OPIM) de Ayutla de los Libres (municipalité qui comprend El Charco) ont participé à cet espace de rencontre et de réflexion. Ces organisations ont continuellement dénoncé la militarisation de leurs territoires. Ils ont défendu les cas de deux femmes indigènes tlapanèques, Valentina Rosendo Cantú et Inés Fernández Ortega, qui ont dénoncé avoir été torturées et violées par des éléments de l'armée mexicaine. Obtilia Eugenio Manuel, membre de l'OPIM, a travaillé comme traductrice pour que las cas d'Inés et de Valentina puissent obtenir justice. En conséquence, elle a reçu des menaces constantes contre sa vie et celle de sa famille.

Lors du forum, nous avons aussi pris connaissance du travail d'une communauté pour exiger le droit à un logement digne, suite à un désastre naturel qui avait détruit 266 maisons ; ou encore, celui d'une

communauté nahuatl où 1 600 habitants se sont unis pour rejeter le Programme de certification des droits ejidales (PROCEDE) contraire à leur conception collective de la propriété de la terre [1].

Nous avons pu écouter également les témoignages de ceux qui exercent le droit de s'organiser et de décider de leur propre forme de vie là où ils se trouvent…

La radio Ñonmdaa (la parole de l'eau en langue amuzgo) naît dans la municipalité autonome de Xochistlahuaca comme un instrument pour renforcer la mise en pratique de l'autonomie. Un groupe de personnes, en 2002, a déclaré l'autonomie de la municipalité face à la corruption de l'équipe municipale officielle, du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Les autorités traditionnelles ont décidé de récupérer leur formes communautaires de gouvernement et de ne plus rien accepter du gouvernement, pas même leurs programmes d'aide. En décembre 2004, elles ont lancé la radio autonome Ñonmdaa à travers laquelle elles parlent de leur façon de concevoir la vie et de leurs traditions. C'est la première radio communautaire au Guerrero, et la seule en langue amuzgo. David Valtierra, représentant du comité responsable de la radio, affirme que cela permet de renforcer le peuple amuzgo et de créer des liens entre communautés isolées ou sans communication.
Les autorités traditionnelles revendiquent le droit à avoir leur propre radio, en s'appuyant sur les Accords de San Andrés et la Convention nº 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaît les droits collectifs des peuples indigènes et des tribus. Malgré cela, des inspecteurs des moyens de communication ont tenté de leur retirer leur équipement le 25 février dernier. Ces actions de répression vont de pair avec le harcèlement des autorités autonomes, un grand nombre d'entre elles étant sous mandats d'arrêt.

Un autre exemple de construction de l'autonomie par la voie des faits est celui de la police communautaire, qui a été créée pour faire face au problème de la délinquance dans la région Costa Montaña, devant un système judiciaire officiel corrompu et monoculturel. Les communautés se sont organisées pour mettre en place leur propre système de police communautaire. Mais elles ne se sont pas arrêtées là : elles ont aussi construit leur système de justice et de rééducation à travers la récupération de leurs propres normes, sans laisser de côté le droit positif mexicain. Le 15 octobre prochain, la police communautaire fêtera ses dix ans, et comme ses membres le disent, pendant cette période « ils ont beaucoup avancé, et ils ont aussi beaucoup trébuché ». Ils ont créé la Coordination régionale des autorités communautaires (CRAC), organe chargé de rendre la justice. Ils cherchent ainsi à rééduquer les délinquants, parce que, comme ils l'expliquent, « les prisons officielles les rendent encore plus sauvages ». Ils considèrent qu'il est plus profitable, pour la société comme pour le délinquant, de viser la réintégration de ce dernier. Ils ne parlent pas de punition mais de sanction, de réconciliation ou de réparation des dommages. A l'heure actuelle, plusieurs policiers communautaires sont sous mandats d'arrêt.
Un des témoignages les plus touchants du Forum a été, sans aucun doute, l'intervention des femmes paysannes écologistes de la Sierra de Petatlán et de Coyuca de Catalán (OCESP), qui vivent une situation de répression et de harcèlement pour défendre les forêts de la coupe clandestine et immodérée. La présidente de l'OCESP, Celsa Valdovinos, est l'épouse de Felipe Arreaga, activiste écologiste des plus reconnus, actuellement emprisonné injustement en représailles pour son travail en faveur de l'environnement. Felipe et Celsa ont aidé les femmes de la région à créer cette organisation afin de lutter contre la pollution et la déforestation. Aujourd'hui, environ 60 femmes de différentes communautés participent activement au sein de l'OCESP.

Quelques jours plus tard, lorsque nous leur avons rendu visite dans la Sierra de Petatlán, nous avons pris connaissance de leur projet de reforestation de cèdres rouges, nous avons vu comment elles ont réussi à limiter les incendies qui décimaient les forêts de la région ; elles nous ont présenté leurs campagnes de nettoyage des forêts et leurs projets de jardinage dans lesquels toute la famille participe, afin de récupérer la souveraineté alimentaire. Elles ont aussi une « caisse d'épargne » grâce à laquelle elles prêtent de l'argent à 5% d'intérêt en cas de besoin. Pour ceux qui n'épargnent pas, le taux d'intérêt est un peu plus élevé et les bénéfices permettent de financer les autres projets de l'organisation.
La colère de ces femmes, qui vivent dans un climat constant de menaces et de harcèlement pour « défendre les forêts », fait que leur voix se mêle de sanglots quand elles parlent de la répression subie par Felipe Arreaga et les autres paysans écologistes. Lors du forum, elles ont aussi dénoncé l'embuscade

subie récemment par Albertano Peñaloza, au cours de laquelle deux de ses enfants ont été tués, et lui et un autre de ces fils gravement blessés. Celsa nous disait encore « comment est-il possible que chaque fois que nous faisons un pas en avant, comme organisation, il nous arrive un nouveau drame. Je me demande ce qui va se passer à présent… Quand nous laisseront-ils travailler ? »
Cette région de la Sierra est paradigmatique de l'injustice et de l'impunité qui règnent au Guerrero. Les liens entre les caciques régionaux, les autorités et les militaires, sans parler du trafic de drogues, peuvent donner un aperçu du contexte au sein duquel les paysans écologistes et les autres organisations mènent leur lutte.
Ces mots sont comme une fenêtre sur la réalité tragique et en même temps pleine d'espoir qui se joue au Guerrero : des peuples qui résistent et font face aux situations les plus adverses pour freiner les politiques qui les condamnent à disparaître. Certes, la militarisation et la répression continuent, et les difficultés économiques affaiblissent le tissu social et poussent de nombreuses personnes sur les routes de la migration. Mais il existe aussi nombre d'expériences, comme celles mentionnées ci-dessus, qui démontrent l'énergie des communautés pour se réinventer et se régénérer culturellement.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2835.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : SIPAZ, juillet 2005.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Il s'agit de droits sur des terres attribuées de façon communautaire, mais, à partir de 1992, une modification de la loi entraîne une privatisation des parcelles ejidales.